

LE 16 JUIN - ABROGATION DE LA LOI D'URGENCE

La reconquête s'impose

L'Union Départementale FO de l'Essonne constate, après 1 mois de déconfinement pour certains et dans la continuité du travail pour d'autres, que le Gouvernement et les députés de sa majorité organisent une nouvelle forme de liberté... La liberté surveillée sous couvert de la loi d'état d'urgence dite « sanitaire ». Déjà des images de répressions réapparaissent, cela n'a rien de sanitaire. Nous les condamnons !

C'est bien le retour de l'ancien monde, avec des méthodes très anciennes, par des moyens renforcés.

Leur prise de conscience n'est pas à l'ordre du jour, bien au contraire en faisant voter des lois qui limitent nos libertés en reconduisant l'état d'urgence sanitaire jusqu'à ...

Mais bien conscients en faisant voter une loi d'absolution pour tenter d'effacer les responsabilités des auteurs de ce fiasco sanitaire. Quand on dit que gouverner, c'est prévoir. Tout est à revoir.

Heureusement que les premiers de corvées étaient mobilisés malgré le mépris et le manque de moyens criminels. Sans les agents de la fonction publique et les salariés du privé sur le terrain, rien n'aurait pu fonctionner et le bilan morbide aurait été encore plus catastrophique.

L'Union Départementale FO de l'Essonne constate que nos libertés et nos droits sont sacrifiés sur l'autel de la finance. Au programme, la casse du code du travail s'accélère, les services publics continuent à être dépouillés et la Sécurité Sociale ponctionnée, voire détournée de son rôle. Sans oublier pôle emploi et la DGFIP largement sollicités malgré une coupe dans leurs effectifs et leurs moyens.

L'Union Départementale condamne le détournement du rôle de la Sécurité Sociale à travers les « Brigades COVID-19 ». L'ensemble des agents doit rester mobilisé au service des assurés, comme cela a été le cas pendant le confinement, c'est leur mission. Ils n'ont pas à être embarqués dans ce « tracking » qui remet en cause le secret professionnel et médical.

C'est bien les services publics et notre protection sociale qui nous auront permis, comme en 2008, d'amortir les mauvais coups. Après la crise sanitaire, c'est bien la crise économique qui se voit amplifiée. Il faut, donc, les renforcer dans leurs missions.

Nous dénonçons la politique gouvernementale au seul service du patronat. Personne n'est dupe que la réouverture de crèches et d'écoles n'avait qu'un seul but, créer une garderie pour organiser le retour des parents par tous les moyens possibles, en particulier par la diminution, voire disparition des aides pour rester auprès de ses enfants. Un dilemme des plus vils. La production des richesses est leur priorité bien avant la sécurité des travailleurs. Tous les usagers ont pu l'observer dans certains transports en commun bondés pour mieux favoriser le partage du virus avec les collègues en arrivant au travail et avec ses enfants après une journée de stress permanent.

Nous constatons qu'en Essonne, comme ailleurs, les annonces tombent une à une, tout le monde ne retournera pas au travail. Des articles de presse annoncent de la casse d'emplois directs ou indirects en masse comme Air France (10 000), Conforama (30 000), Alinéa (du riche groupe MULLIEZ, dépose le bilan), etc... sans oublier toutes les petites entreprises qui ont dû rester fermées en même temps que leurs concurrents tels qu'Amazon et les grandes enseignes de la distribution du bricolage et autres pouvaient ouvrir en ne respectant pas le minimum de sécurité. On peut se féliciter d'actions des inspecteurs du travail qui ne seraient pas au goût de la Ministre du travail qui en a suspendu un. Les Unions Départementales réclament sa réintégration et le respect de l'indépendance de l'inspection du travail.

Il faut renationaliser les entreprises des secteurs clés pour renforcer les Services Publics et non pas la nationalisation des pertes.

Il faut réindustrialiser pour en terminer de la dépendance chinoise qui nous mène à la catastrophe sanitaire, sociale et écologique. Le

scandale des masques et des produits pharmaceutiques impose une solution rapide à la hauteur de nos besoins en termes de production et d'emplois.

Aujourd'hui, l'UD FO 91, avec l'URIF FO, soutient sans réserve l'action engagée le 16 juin dans les services de santé. Au même moment, des grèves, des rassemblements ont lieu dans plusieurs secteurs, en particulier en Ile-de-France. L'Union Départementale FO de l'Essonne s'inscrit dans l'appel de l'URIF FO qui tient à marquer sa détermination et son engagement pour dire qu'il ne peut y avoir les licenciements annoncés chez Renault sans faire mourir les salariés et l'industrie française. Il ne peut y avoir d'annonces de fermeture de grandes entreprises du commerce comme Conforama, Alinéa et la Halle sans faire mourir les salariés et une partie du commerce français. Il ne peut y avoir d'annonces de la prise en compte de l'engagement des salariés des produits de première nécessité sans pour eux également prendre en compte la nécessité d'augmenter leurs salaires et d'améliorer leurs conditions de travail.

Dans l'Essonne, comme ailleurs, l'ensemble de nos acquis est attaqué : temps de travail, conventions collectives, statuts, travail le dimanche, congés, RTT, Droit syndical. Et la destruction du système de retraite, de l'assurance chômage, de la Sécurité Sociale et des services publics se poursuit, contre l'avis de la population.

**Ensemble défendons nos intérêts, un 1^{er} rendez-vous est pris
Le 16 juin à 11h place de la République
Puis nous rejoindrons les personnels soignants
qui manifestent en début d'après-midi au ministère de la santé.**

UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DE L'ESSONNE
12 Place des Terrasses de l'Agora 91034 EVRY CEDEX
Tél : 01.60.78.15.57
E-Mail : udfo91@gmail.com - Site : www.udfo91.fr